

à partir du  
**7**  
mars

**METTONS LE PAYS  
A L'ARRET**  
POUR BLOQUER  
LA REFORME DES RETRAITES

### ON N'A PLUS LE CHOIX ET C'EST LE GOUVERNEMENT QUI EN PORTE LA RESPONSABILITÉ !

Malgré des manifestations que nous n'avons pas connues depuis trente ans, avec une intersyndicale entière et soudée, malgré une opinion très majoritairement défavorable à sa réforme allant même jusqu'à soutenir un durcissement des mobilisations, le Gouvernement a persisté à vouloir imposer le report de l'âge légal de départ à 64 ans et l'allongement accéléré de la durée de cotisation à 43 ans.

Il a tenté maladroitement de mettre en avant ce qu'il a présenté comme des avancées alors que chacun peut se rendre compte qu'elles n'en sont pas et qu'elles n'atténuent en rien la violence de son projet.

Nul besoin de davantage de pédagogie pour comprendre que cette réforme engagée dans un moment de crise inédite du pouvoir d'achat, injustifiée dans ses motivations, injuste dans son financement en ce qu'il repose exclusivement sur les salariés alors que d'autres solutions existent, brutale dans ses modalités et ses effets, sensibles dès l'été 2023, et probablement inefficace et donc contenant en germe les motivations d'une réforme prochaine plus régressive encore !

Chacun a désormais compris que les femmes seront perdantes, que les précaires seront perdants, que ceux qui ont commencé à travailler tôt seront perdants que l'emploi des seniors ne s'améliorera pas avec la simple création d'un index, que la création du fonds de prévention de l'usure professionnelle n'est pas à la hauteur de la dégradation des conditions de travail dans les hôpitaux, que la disparition des régimes spéciaux n'améliorera en rien la situation de tous ceux qui n'en bénéficiaient pas et que la retraite

Informers. Mobiliser pour résister. Revendiquer et reconquérir

minimale à 1200 € est un mensonge.



NON, EN FAIT, LA RÉFORME DES RETRAITES  
NE CONTIENT PAS DE PENSION MINIMUM À 1200€

Et les retraités sont même invités par certains, qui n'en ont jamais assez, à participer à l'effort dans un renversement spectaculaire de la solidarité intergénérationnelle.

**Nous serons tous perdants parce que le seul projet du Gouvernement est d'imposer 2 ans ferme à tous les salariés sans autre forme de procès. Obsédé par la seule réduction de la dépense publique, il prétend d'un coup de baguette budgétaire transformer nos deux meilleures années de retraite en nos deux pires années de boulot !**

**64 ANS, POUR  
F.O.-DGFIP C'EST  
TOUJOURS NON !**

C'est précisément parce que nous serons tous perdants que nous devons, rassemblés et plus nombreux que jamais, forcer le Gouvernement à reculer et gagner tous ensemble le retrait de ce projet de loi.

L'intersyndicale confédérale a adressé un courrier aux députés et aux sénateurs afin de les mettre face à leurs responsabilités et leur demander de rejeter ce projet.

Le 7 mars, capitalisons la dynamique qui existe depuis le 19 janvier et comptons sur le soutien de tous les Français pour faire entendre raison au gouvernement.

**Quelque chose est en train de se lever  
dans tout le pays. C'est maintenant !**

**Nous pouvons gagner.**